



CANADIANS FOR TAX FAIRNESS
CANADIENS POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE



Canadiens pour une fiscalité équitable

Présentation au Comité permanent
des finances de la Chambre des
communes

**Consultations
prébudgétaires en vue du
budget fédéral 2019-2020**

Août 2018



CANADIANS FOR TAX FAIRNESS
CANADIENS POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE



Recommandations

Canadiens pour une fiscalité équitable recommande au gouvernement fédéral :

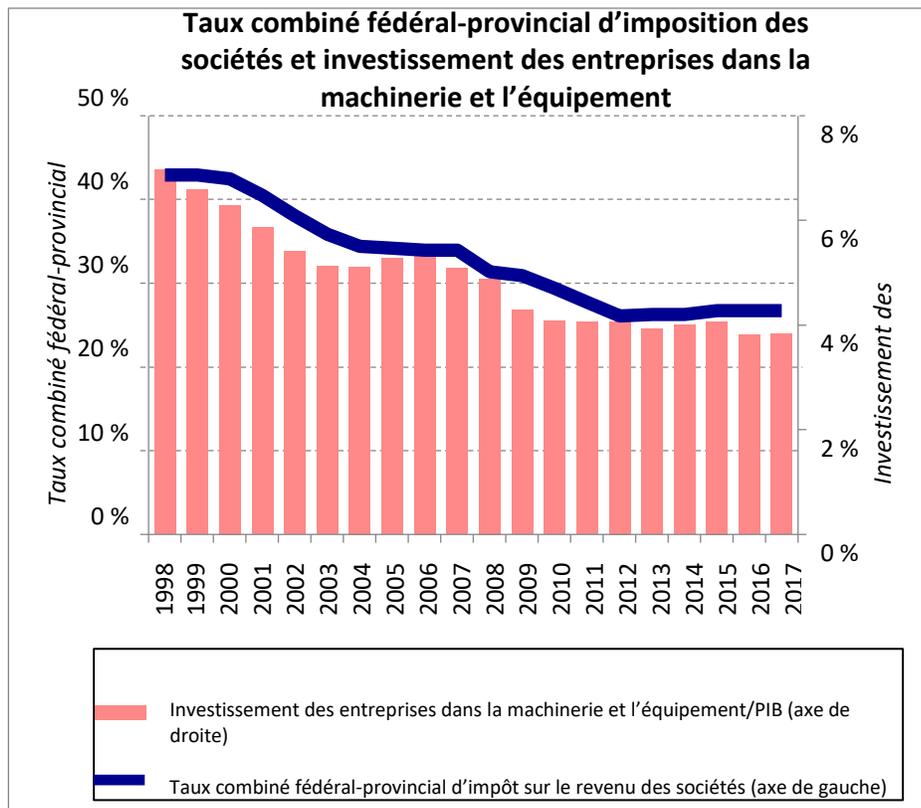
1. Mettre l'accent sur des mesures qui augmentent la productivité et la compétitivité de toutes les entreprises et résister aux pressions en faveur de réductions générales de l'impôt sur le revenu des sociétés, qui profiteraient surtout aux grandes sociétés rentables.
2. Enfin, uniformiser les règles du jeu dans le secteur numérique et éliminer les inégalités fiscales imposées aux entreprises et aux producteurs canadiens en taxant les produits vendus par les entreprises étrangères du secteur du commerce électronique et les activités qu'elles mènent au Canada.
3. Éliminer les avantages fiscaux et les échappatoires injustes et inefficaces.
4. Prendre des mesures plus énergiques pour contrer l'évasion fiscale des sociétés à l'étranger et la concurrence internationale en matière d'impôt des sociétés.
5. Lutter contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes en établissant un registre public de la propriété effective des entreprises avec les provinces et les territoires.
6. Instaurer des taxes progressives et concurrentielles sur le carbone.



Mettre l'accent sur les mesures visant à améliorer la productivité et la compétitivité de toutes les entreprises et résister aux pressions en faveur de réductions générales de l'impôt des sociétés

Il y a une pression accrue pour que le gouvernement fédéral réagisse et emboîte le pas aux récentes réductions d'impôt accordées aux États-Unis par le président Trump. Ce serait une grave erreur pour de nombreuses raisons :

- Aux États-Unis, ces réductions d'impôt ne devraient avoir que des [avantages économiques globaux marginaux](#), dont la plupart iront probablement aux [personnes ayant les revenus les plus élevés](#), aux [actionnaires](#) et aux [investisseurs étrangers](#), ce qui entraînera un [accroissement des inégalités](#) et un [déficit d'un billion de dollars](#).
- Les taux d'imposition et de cotisation des sociétés du Canada comptent parmi les plus faibles au sein des grandes économies selon [KPMG](#), [PwC](#) et le [Congressional Budget Office](#) des États-Unis. Les récentes réductions n'élimineront pas les avantages offerts par le Canada. Rien ne prouve que les réductions importantes de l'impôt des sociétés au Canada au cours des 20 dernières années ont augmenté les investissements ou la productivité, et rien ne porte à croire que d'autres réductions le feraient. Ces réductions d'impôt pour les entreprises ont plutôt entraîné des pertes de revenus de plus de 700 milliards de dollars et une réduction des recettes fédérales de plus de 20 milliards de dollars par année.





CANADIANS FOR TAX FAIRNESS
CANADIENS POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE



- Les mesures fiscales additionnelles ne stimuleront que peu ou pas l'investissement, la productivité ou l'emploi. Le gouvernement fédéral devrait plutôt se concentrer sur l'accroissement de l'équité et de la progressivité du régime fiscal ainsi que sur des éléments qui amélioreraient la productivité et la compétitivité de tous les secteurs et de tous les employeurs, et non pas exclusivement des grandes sociétés rentables qui profiteraient le plus de réductions supplémentaires de l'impôt des sociétés.

Nous avons besoin d'une réforme fiscale progressive non seulement pour renverser les inégalités croissantes, mais aussi pour générer des revenus supplémentaires en vue de faire des investissements qui favoriseront véritablement la productivité et la compétitivité, comme l'octroi de fonds supplémentaires pour la R et D et l'innovation, l'amélioration de l'accessibilité à l'éducation postsecondaire, l'assurance de services de garde abordables et de qualité pour tous et l'établissement d'un programme national d'assurance-médicaments.

Établir des règles du jeu équitables pour le commerce électronique

Au lieu de réduire davantage l'impôt des sociétés, le gouvernement fédéral devrait, en priorité, éliminer les inégalités et avantages fiscaux accordés aux entreprises étrangères du secteur du commerce électronique aux dépens des entreprises et des producteurs canadiens. Il s'agit de la première mesure prioritaire sous le [plan d'action de l'OCDE de 2015 en matière d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices \(BEPS\)](#). Plus de 50 autres pays, dont la grande majorité des pays membres de l'OCDE et du G20, [ont adopté des règles concernant la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux orientations de l'OCDE](#). Cependant, trois ans plus tard, le Canada n'a toujours pris aucune mesure. Les avantages fiscaux accordés aux fournisseurs étrangers ont déjà contribué à la perte de dizaines de milliers d'emplois au Canada et à la fermeture de nombreuses entreprises, y compris des dizaines d'organes de presse, ce qui nuit encore davantage à notre vie culturelle, sociale et démocratique. Ces avantages fiscaux ont également réduit les recettes fédérales et provinciales de centaines de millions de dollars par année, tandis que les principaux bénéficiaires sont les plus grandes sociétés du monde : Google, Facebook, Amazon, Netflix et d'autres. Le gouvernement fédéral devrait :

- Veiller à ce que les ventes en ligne et les profits des entreprises qui réalisent de telles ventes soient taxés dans le pays où les produits sont consommés et où les activités économiques qui ont généré les revenus se déroulent, tout comme le [Comité permanent du commerce international](#) l'a récemment recommandé.
- Éliminer l'[échappatoire fiscale pour la publicité sur les plateformes Internet étrangères](#). Cela a également contribué à la perte de milliards de dollars de revenus publicitaires pour les organes de presse canadiens, à la perte de nombreux organes de presse et de milliers d'emplois, ainsi qu'à une baisse des recettes fiscales.



CANADIANS FOR TAX FAIRNESS
CANADIENS POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE



Un large éventail d'organisations de la société canadienne, soit [des groupes de réflexion](#), [des organisations culturelles](#), [des entreprises](#), [des gouvernements provinciaux](#) et [des comités parlementaires](#), ont exhorté le gouvernement fédéral à agir, et une pluralité de Canadiens l'appuie. Il est grand temps que le Canada agisse avant que d'autres dommages ne soient causés.

Éliminer les allègements fiscaux injustes et inefficaces

La [plateforme électorale libérale](#) de 2015 et les [lettres de mandat des ministres](#) subséquentes font mention d'un engagement à mener un examen des dépenses fiscales, à annuler les mesures mal ciblées et à établir un plafond à la déduction pour option d'achat d'actions.

Bien que le gouvernement fédéral ait pris des mesures immédiates et bienvenues en matière de fractionnement du revenu et qu'il ait pris des mesures pour restreindre l'évitement fiscal par l'intermédiaire de sociétés privées, il n'y a pas eu d'examen public ou de vaste portée des dépenses fiscales et peu de mesures ont été prises pour éliminer d'autres échappatoires fiscales importantes.

La plupart des dépenses fiscales procurent [des avantages plus importants pour les détenteurs de revenus plus élevés](#), plus particulièrement les hommes. Le coût combiné de ces mesures régressives s'élève à plus de 100 milliards de dollars par année pour le seul gouvernement fédéral et à des dizaines de milliards de dollars de plus pour les gouvernements provinciaux. L'augmentation des taux d'imposition les plus élevés ne donne pas grand-chose si les détenteurs des revenus élevés peuvent facilement échapper à l'impôt par d'autres moyens, notamment par le recours à des échappatoires fiscales légales.

En éliminant quelques-unes de ces échappatoires fiscales injustes et inefficaces tout en rendant le régime fiscal plus simple et plus équitable, le gouvernement fédéral pourrait recueillir 18 milliards de dollars de recettes supplémentaires par année, ce qui est assez pour éliminer le déficit et financer d'autres programmes sans augmenter les impôts pour la grande majorité des Canadiens.

- Tel que promis, le gouvernement fédéral devrait procéder à un vaste examen des dépenses et autres mesures fiscales grâce auxquelles les particuliers et les sociétés peuvent éviter de payer leur juste part d'impôt. Il devrait y avoir une vaste consultation publique et un comité indépendant composé de divers intervenants.
- Au lieu de se poursuivre indéfiniment, les dépenses fiscales devraient faire l'objet d'examens publics réguliers par le gouvernement, le Parlement et les organismes de surveillance indépendants afin de garantir qu'elles atteignent les objectifs visés.

Lutter contre l'évasion et l'évitement fiscaux internationaux

Nous apprécions les mesures supplémentaires que prend le gouvernement fédéral pour lutter contre l'évasion fiscale à l'étranger et l'évitement fiscal abusif, mais il reste encore beaucoup à faire. Le Canada perd environ 15 milliards de dollars par année à cause des paradis fiscaux, dont environ 10 milliards sont attribuables à l'évasion fiscale des sociétés.



CANADIANS FOR TAX FAIRNESS
CANADIENS POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE



Le Plan d'action de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) propose un certain nombre de mesures pour aider à endiguer ces fuites, mais il reste encore beaucoup de progrès à faire et le Canada devrait en faire plus de son côté.

Le Canada devrait appuyer fermement les mesures internationales visant à lutter contre l'évasion et l'évitement fiscaux à l'échelle internationale, y compris l'établissement d'assiettes fiscales internationales consolidées communes pour les sociétés (comme le prévoit l'Union européenne), l'imposition des conglomérats multinationaux sur une base unitaire et la conclusion d'une convention fiscale mondiale comportant des taux effectifs minimums d'imposition des sociétés.

À l'échelle nationale, le Canada peut aller de l'avant de façon indépendante de plusieurs façons, notamment en prenant les mesures suivantes :

- Exiger des sociétés qu'elles prouvent que leurs filiales à l'étranger exercent bel et bien des activités pour pouvoir être reconnues comme des sociétés distinctes aux fins de l'impôt, comme le propose le Projet de loi C-362.
- Imposer un plafond de 10 % applicable aux paiements d'intérêts que les sociétés peuvent imputer aux filiales à l'étranger, comme le recommande l'initiative BEPS de l'OCDE.

Lutter contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes en établissant un registre public de la propriété effective des entreprises avec les provinces et les territoires.

Nous avons été heureux de voir les ministres des Finances provinciaux et fédéraux s'engager à poursuivre leurs efforts pour promouvoir la transparence de la propriété effective lors de leur récente réunion tenue en juin. Toutefois, en s'attaquant pleinement au problème du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes, nous recommandons que le Canada s'engage à établir un registre public des propriétaires effectifs des entreprises.

Lors de son évaluation mutuelle de 2016, le Groupe d'action financière (GAFI), jugeant les progrès réalisés par le Canada en matière de transparence de la propriété effective, a déterminé que le pays respectait partiellement ou ne respectait pas les règles de transparence de la propriété effective des personnes morales et des arrangements juridiques. De plus, la GRC estime que jusqu'à 15 milliards de dollars sont blanchis au Canada chaque année et qu'environ 6,5 milliards de dollars en recettes fiscales fédérales sont perdus chaque année en raison des activités souterraines.

Un registre des propriétaires effectifs d'entreprises accessible au public allégera le fardeau administratif des entités canadiennes (p. ex., agents immobiliers et institutions financières) qui appliquent des procédures de diligence raisonnable tout en aidant les autorités fiscales et les organismes d'application de la loi du Canada à mener des enquêtes. Un registre accessible au public permettrait de dissuader les criminels de placer des fonds illicites dans le système bancaire canadien et assurerait l'intégrité de l'économie canadienne. Le commissaire à la protection de la vie privée du Canada a également déclaré qu'un registre de la propriété effective accessible au public ne porterait pas atteinte au droit à la vie privée des Canadiens.



CANADIANS FOR TAX FAIRNESS
CANADIENS POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE



Le registre canadien de la propriété effective devrait avoir les caractéristiques suivantes :

1. Fournir des renseignements sur les personnes morales qui ne sont pas actuellement assujetties à la réglementation sur les valeurs mobilières, y compris les sociétés non contributives (ou privées), les sociétés de personnes et les autres entités juridiques.
2. Constituer un guichet unique donnant accès à tous les utilisateurs, y compris ceux qui ont des obligations légales de diligence raisonnable. À l'heure actuelle, les provinces disposent de registres d'entreprises qui contiennent des renseignements différents.
3. Les renseignements fournis par les entreprises devraient être vérifiés par un registraire pour assurer l'intégrité du registre lui-même.
4. Être mis à jour rapidement en cas de modification des renseignements sur une entreprise.
5. Comporter des champs interrogeables avec des menus déroulants et des identificateurs uniques pour chaque entreprise afin d'éliminer les incohérences dans la saisie des données et de faciliter la recherche et le rappel de dossiers.

Le Canada peut s'inspirer des pratiques exemplaires des partenaires du G20 qui ont déjà mis en place des registres semblables. La mise en place d'un registre de la propriété effective accessible au public s'inscrit également dans la foulée de l'engagement du Canada à l'égard de l'échange de renseignements fiscaux avec d'autres administrations.

Nous recommandons au gouvernement fédéral de :

- S'engager à mettre en place un registre des propriétaires effectifs des entreprises accessible au public dans le cadre de la prochaine étape du plan fédéral-provincial visant à promouvoir la transparence de la propriété effective.
- S'engager à consulter les intervenants de la société civile, des institutions financières, de l'immobilier, des forces de l'ordre, etc., pour déterminer les exigences raisonnables en matière de divulgation.

Taxes progressives et concurrentielles sur le carbone

Nous appuyons la proposition du gouvernement fédéral d'établir un filet de sécurité national pour la tarification du carbone afin d'assurer une tarification du carbone et d'autres sources de pollution par les gaz à effet de serre (GES) progressif à l'échelle nationale. En fait, un prix national uniforme sur les GES est préférable à dix systèmes différents au Canada et une taxe sur le carbone uniforme, prévisible et transparente est préférable à des régimes de plafonnement et d'échange opaques, assujettis à des traitements préférentiels, qui ont entraîné des prix très variables et d'autres problèmes.

Cependant, les taxes sur le carbone et la tarification du carbone sont régressives et coûtent beaucoup plus cher aux ménages à revenu faible et moyen, qui en ont le moins les moyens, qu'aux ménages à revenu élevé. C'est l'une des raisons pour lesquelles il y a eu une forte réaction contre la tarification du carbone dans certains secteurs.



CANADIANS FOR TAX FAIRNESS
CANADIENS POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE



La tarification du carbone n'est qu'un des nombreux outils nécessaires pour faire face au changement climatique et sera beaucoup plus efficace si elle est utilisée en conjonction avec des mesures complémentaires, notamment : la réglementation; des normes de construction, d'industrie et de conception urbaine plus efficaces; des investissements publics dans les transports propres et renouvelables et les alternatives énergétiques; la R et D; l'éducation; des incitations et des subventions pour aider les ménages à faible revenu et vulnérables, les communautés et les industries à s'adapter; la fin des subventions pour les combustibles fossiles. Nous recommandons au gouvernement fédéral de :

- Veiller à ce que les personnes à revenu faible ou moyen et les populations vulnérables soient pleinement compensées pour les coûts accrus de la tarification fédérale du carbone. Mettre en place, comme le propose l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral, un remboursement de la taxe verte pour les particuliers équivalant à 10 \$ pour chaque dollar de taxe sur le carbone (p. ex., un remboursement annuel de 100 \$ pour une taxe de 10 \$ la tonne), ce qui ferait en sorte que la majorité des ménages seraient dans une meilleure situation.
- S'engager à utiliser les fonds restants générés par la taxe fédérale sur le carbone et la tarification du carbone pour bonifier les mesures environnementales décrites ci-dessus.
- Mettre en place des droits de douane applicables à nos importations et à nos exportations, avec des taxes sur le carbone appropriées appliquées aux importations en provenance de pays qui n'ont pas de régime de tarification du carbone suffisant et des rabais pour les exportations canadiennes vers ces pays, et ce, pour répondre aux préoccupations en matière de concurrence et accroître l'efficacité de ces mesures à l'échelle internationale.